

# Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

65 | 2021

L'agenda progressiste et les accords commerciaux de nouvelle génération

Hors Thème

---

## Médias et régimes d'accumulation : pour une critique du lien constitutif des agences de presse avec la financiarisation de l'économie

*Media and accumulation regimes: towards a critique of the constitutive link of press agencies with the financialization of the economy*

**SAMUEL LAMOUREUX**

<https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11808>

---

### Résumés

Français English

Je propose dans ce texte de renoncer au biais libéral en études médiatiques qui associe les médias à la démocratie, et plutôt d'analyser les médias et leurs histoires en les liants aux formes institutionnelles du capitalisme et aux régimes d'accumulation. Plus précisément, j'aborde cette démarche en analysant la relation constitutive entre les agences de presse et le capitalisme financier. L'alliance entre l'information et la finance, loin d'aider les citoyens à mieux investir, encourage plutôt le développement de bulles spéculatives et précarise les conditions de travail des journalistes. Considérant que les médias ne sont pas des victimes de la financiarisation, mais plutôt des acteurs clés de son fonctionnement, je souligne que ces organisations doivent avant tout se changer elles-mêmes et dé-constituer les marchés avant d'appeler à l'aide et de demander des réformes.



In this text, I propose to leave asides the liberal bias in media studies which associates the media with democracy, and rather to analyze the media and their histories by linking them to the

institutional forms of capitalism and the accumulation regimes. More specifically, I approach this critical ways of thinking by analyzing the constitutive relationship between news agencies and financial capitalism. The alliance between information and finance, far from helping citizens to make better choice, rather encourages the development of speculative bubbles and makes working conditions for journalists more precarious. Considering that the media are not victims of financialization, but rather key players in its operation, I stress that these organizations must first of all change themselves and de-constitute the market before calling for help and asking for reforms.

---

## *Entrées d'index*

**Mots-clés :** agences de presse, financiarisation, information financière, formes institutionnelles du capitalisme, bulles spéculatives

**Keywords:** news agencies, financialization, financial information, institutional forms of capitalism, speculative bubbles

---

## *Texte intégral*

# 01. Introduction

- 1 Les études médiatiques sont largement dominées, depuis leur création au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, par un « biais libéral » qui associe les médias à la démocratie<sup>1</sup> (Gingras, 2009 ; Zelizer, 2013). Selon cette conception des choses, le journalisme est une médiation symbolique constitutive de la société politique qui a pour but avant tout de prolonger les débats publics (Strömbäck, 2005). En tant qu'espace neutre entre l'État et la société civile, les médias représentent une sphère publique ou un espace de discussion qui fait circuler des idées (Broustau, 2018). L'histoire des médias est donc confondue avec l'histoire de la démocratie libérale et des différents régimes politiques qui lui sont associés (Christians, 2009).
- 2 Cette conception libérale est également présente dans les perspectives critiques inspirées d'Habermas ou de Chomsky qui critiquent certains effets pervers du néolibéralisme sur les médias de masse. Si plusieurs de ces contributions présentent des analyses très raffinées de la commercialisation des médias (Charron et de Bonville, 2004 ; McChesney, 2008 ; Pickard, 2019) de la marchandisation de l'information (Champagne, 2000 ; Accardo et al, 2007 ; George, 2011) de la concentration de la presse (Bouquillion, 2012 ; George, 2015 ; Bizimane et Kane, 2019 ; Birkinbine et Gómez, 2020) ou de la convergence des contenus (Bernier, 2010), elles n'abandonnent pas complètement certaines prémisses libérales, notamment le fait que la trajectoire moderne des médias de masse est une dérive néolibérale qu'il serait possible de corriger en renouant avec l'idéal moderne de sphère publique ou de démocratie délibérative (McChesney, 2008). C'est la critique de la colonisation du système économique sur le monde vécu de la communication ou encore, dans le vocabulaire bourdieusien, du champ économique sur le champ journalistique (Grönvall, 2014).
- 3 Mais comme l'a démontré Parsons (1989), il n'y a jamais eu d'âge d'or des médias où ceux-ci avaient simplement comme rôle de faire circuler des idées. Au contraire, les journaux ont toujours participé, et cela dès le 17<sup>e</sup> siècle, à la création des marchés financiers<sup>2</sup> Ainsi, broder une approche critiquant les conséquences néfastes du néolibéralisme et formuler des recommandations proposant aux médias de se retirer (ou de se mettre à l'abri) de la commercialisation ne suffit pas à rendre compte que les médias entretiennent des relations constitutives envers les marchés financiers (Davis, 2011 ; Thompson, 2013)<sup>3</sup> Il ne suffit pas non plus de critiquer l'insertion des médias dans le mouvement de financiarisation (Winseck, 2010), sans prendre en compte le mouvement

dialectique inverse – l'insertion de la finance dans les dispositifs médiatiques (Greenfield et Williams, 2007 ; Ouellet, 2016 : 168-173).

- 4 En ce sens, l'objectif de cette étude est de proposer une nouvelle approche critique (puisant dans Parsons [1989], Davis [2011] et Thompson [2013]) qui renonce au biais libéral en études médiatiques. Inspiré par l'économie institutionnaliste et l'École de la régulation, je propose premièrement que les médias ne forment pas un espace public neutre lié à la démocratie, mais plutôt des institutions produisant des marchandises informationnelles dépendantes et constitutives des formes institutionnelles du capitalisme<sup>4</sup> et de ses régimes d'accumulation (Thompson, 2010). Un régime d'accumulation étant défini comme le modèle de croissance d'une économie capitaliste à une certaine époque (Boyer, 2004). Conséquemment, il faudrait avant tout analyser les médias, leurs évolutions, leurs défis et leurs histoires en traçant les liens entre les institutions médiatiques et les régimes d'accumulation propres aux différentes formes institutionnelles du capitalisme. Cette étude souhaite donc poser un premier jalon de cette nouvelle perspective en analysant la relation entre les agences de presse et la forme actuelle du capitalisme qui est le capitalisme financier.
- 5 La financiarisation impose une accélération algorithmique en temps réel de la production de nouvelles et une concentration de la propriété entre les mains du capital dominant (Hope, 2010 ; Strauss, 2019). Mais les médias ne sont pas victimes de la financiarisation puisque certaines agences de presse, comme Reuters et Bloomberg, ont participé activement à la création des bourses dématérialisées (Craig, 2001). Ces agences de presse ont donc un rôle constitutif dans la création des marchés financiers. Comme l'indique Thompson, et ce sera le fil rouge de ce texte :

The development of increasingly sophisticated financial media and communication systems not only serve to provide more market information, faster ; they have also been a crucial factor in facilitating the exponential increases in the velocity, extension and volume of global capital flows. **Indeed, in several respects, communication processes are not just representative of, but actively constitute financial market reality** (Thompson, 2010 : 8).

- 6 Je détaillerai premièrement la financiarisation dans l'optique de l'École de la régulation et surtout de l'économie institutionnaliste. Je décrirai ensuite le rôle constitutif des médias dans le capitalisme financier en revenant plus particulièrement sur le rôle des agences de presse Reuters et Bloomberg. J'analyserai ensuite les conséquences de ces liens sur l'état de l'économie et les conditions de travail des journalistes, notamment à travers les concepts de bulles spéculatives et d'accélération sociale. La méthodologie pour réaliser cette étude consiste en une revue de la littérature en économie politique de la communication sur les liens entre médias et finance et une analyse de documents concernant l'histoire des agences de presse produisant de l'information financière. Pour ce dernier point, j'ai analysé à la manière de Lee (2013 et 2014b) les documents concernant la création de bourses dématérialisées par Reuters et Bloomberg (mots clés « reuters », « bloomberg », « marchés financiers », « bourses dématérialisées », « finance », « stock market », « information systems ») et j'ai effectué une veille sur les sites de Reuters et de Bloomberg pendant la collecte de données et l'écriture de l'article pour vérifier l'état actuel de la situation analysée.

## 02. Financiarisation et valeur spéculative

- 7 Ramené à son niveau le plus simple, le capitalisme financier est la forme du capitalisme dans laquelle la finance est devenue la fonction dominante de l'économie et a étendu son influence à d'autres domaines de la vie (van der Zwan, 2014 : 101). Pour les théoriciens de

l'École de la régulation, qui sont parmi les premiers avoir écrit sur le sujet<sup>5</sup>, le capitalisme financier peut être défini comme un régime d'accumulation (qui succéderait au fordisme) dirigé par la finance et basé sur « l'accumulation extensive avec consommation de masse » (Boyer, 2004 ; van der Zwan, 2014). Les sociologues critiques plus inspirés par l'économie institutionnaliste écrivent plutôt que cette économie se fonde sur trois phénomènes interreliés : la corporation, anglicisme utilisé pour définir la forme incorporée de la grande entreprise, le système financier et des marchés à tendance monopolistique ou oligopolistique (certains ajoutent parfois le système des brevets) (Duhaime, 2018)<sup>6</sup>

8 Le meilleur moyen de comprendre cette économie est de la comparer avec le capitalisme d'origine. Le système décrit par Marx au 19<sup>e</sup> siècle était un capitalisme libéral concurrentiel basé sur la vente de marchandises à des coûts supérieurs à leur coût de production (basé sur le cycle A-M-A') où les bourgeois étaient encore les propriétaires des moyens de production. Dans le cas d'un média, on peut imaginer le propriétaire d'un journal (Honoré Beaugrand pour La Patrie, Ludger Duvernay pour La Minerve) travaillant d'arrache-pied pour financer son entreprise, trouver des employés et fidéliser ses lecteurs.

9 Or, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle et le début du 20<sup>e</sup>, un vaste mouvement de consolidation industrielle et financière se forme, « où des milliers d'entreprises bourgeoises, appartenant à un propriétaire qui y exerçait son dominium personnel ou à un cercle restreint d'associés, furent fusionnées en vastes organisations » (Pineault, 2008 : 122). Cette transformation institutionnelle majeure est la séparation entre la propriété et la gestion et surtout l'apparition de la propriété intangible (Ouellet, 2016a : 124). Les corporations, qu'on peut aussi qualifier de sociétés anonymes par actions, deviennent les institutions centrales des capitalistes. La capacité d'accumulation de ses entités corporatives fonctionne désormais en monopoles. Au Québec une corporation comme Québecor fondée en 1965 est emblématique de cette forme alors que celle-ci possède la compagnie de télécommunication Vidéotron, mais aussi une agence de presse (l'agence QMI), des journaux (Journal de Montréal, de Québec, 24 heures) des chaînes télé (TVA, LCN) et une radio, entre autres (QUB Radio) (Bizimana et Kane, 2019).

10 Le capitalisme du 20<sup>e</sup> siècle est en effet un capitalisme monopoliste. Une grande corporation est une construction politique qui vient détruire la compétition. Dans ce contexte, la courbe de demande n'est plus une condition externe indépendante, mais bien un contexte social malléable par plusieurs mécanismes d'accumulation différentielle (Nitzan et Bichler, 2012). Accumulation différentielle veut ici dire que le but n'est pas de faire de l'argent, mais d'en faire plus que son concurrent. En ce sens, plutôt que de simplement vendre des marchandises à des prix supérieurs à leur coût de production, les corporations anticipent leur profit dans le futur en détruisant les barrières à l'entrée, notamment en utilisant l'image de marque, la publicité et la recherche et le développement. Le pouvoir de capitalisation des entreprises devient la valeur actualisée d'un flux de revenus futur. « Le capital est la capitalisation de revenus futurs espérés » (Nitzan et Bichler, 2012 : 363). La valeur spéculative s'impose aux dépens de la valeur d'échange, celle-ci étant définie comme « the difference between exchange value, according to basic accounting measures, and an actual exchange value, based on future estimates » (Davis, 2018 : 13). On sait par exemple que moins de 25 % des médias nord-américains sont aujourd'hui possédés par un individu, le reste étant sous le contrôle d'actionnaires (Winseck, 2016 : 78).

11 Comment expliquer cette financiarisation ? La capitalisation de la puissance organisationnelle des corporations est étroitement liée au crédit corporatif et à son absorption dans une économie financière centralisée organisée dans des bourses de valeurs mobilières (Pineault, 2008 : 126). Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, la nouvelle puissance organisationnelle des corporations s'extériorisa sous la forme d'actifs financiers représentant un droit sur cette puissance. Ce capital financier « fut liquéfié et marchandisé sous la forme d'un continuum d'actifs, allant des titres sur la dette à court terme jusqu'aux

actions » (Pineault, 2008 : 126), titres dont la circulation fut centralisée en bourse et sur des marchés organisés, les véritables lieux de leur valorisation. On sait par exemple que les journaux de masse, comme La Presse, se sont fortement endettés à la fin du 19<sup>e</sup> siècle pour commencer leurs activités, allant même jusqu'à se faire construire leur propre édifice dans le centre-ville de Montréal, ceux-ci remboursant leurs prêts en louant des étages et surtout par l'émission de capital-actions supplémentaire (De Bonville, 1988 : 102).

12 Le but des corporations dans ce modèle est de performer le mieux en bourse, d'anticiper leur profit et de verser le plus gros dividende à leur actionnaire. Celles-ci se concentrent en effet sur la maximisation du rendement du titre boursier dans le sens qu'elles sont devenues des actifs dans le portefeuille des organisations financières (L'Italien, 2016 : 303). Il s'agit d'une redéfinition de la propriété capitaliste en une propriété de titres (intangibles).

13 C'est ainsi que le problème classique de la baisse tendancielle du taux de profit fait place en contexte monopolistique à un problème de suraccumulation (trop de marchandises à écouler [Ouellet, 2016a : 71]), d'où l'idée du crédit pour stimuler la reproduction de la force de travail. En effet, le capitalisme financier partage avec le capitalisme libéral les mêmes médiations sociales que sont les formes marchandises et monnaies de la valeur. Toutefois, avec les mutations institutionnelles du capitalisme financier apparaît une nouvelle médiation sociale : le crédit, qui est une condition de possibilité pour permettre la reproduction du travail (Lazzarato, 2011). D'ailleurs, si les gestionnaires de médias reprochent souvent aux citoyens d'avoir arrêté de payer pour les journaux, Roy (2019) rappelle que la consommation de l'information ne s'est pas arrêtée ou réduite au 21<sup>e</sup> siècle, elle s'est plutôt mutée dans la consommation des forfaits Internet ou de téléphonie mobile. Les citoyens consomment (et s'endettent) en fait plus que jamais pour s'informer, mais ils le font dans des abonnements numériques provenant des multinationales.

14 Suivant cette argumentation, le capitalisme financier impose la financiarisation de la vie quotidienne des gens (Ouellet, 2016 : 128). Le crédit est maintenant largement démocratisé et l'emploi a souvent pour fonction d'obtenir un salaire minimum qui permet d'acquérir une crédibilité financière pour accéder au crédit (Lazzarato, 2011). On parle de médiation du crédit pour stimuler la reproduction de la force de travail. Précisons toutefois que financiarisation n'équivaut pas à immatérialisation. Contrairement aux adeptes des théories du capitalisme informationnel ou immatériel, notre économie dépend encore d'une sphère industrielle extractiviste surtout délocalisée, la sphère financière ne vient que s'ajouter « au-dessus » de la sphère industrielle en imposant un rythme d'accumulation et de concentration du capital plus performant (Davis, 2018).

15 Si la séparation entre la propriété et la gestion contient les premiers germes de la financiarisation de l'économie, il faut préciser que le mouvement ne s'accomplit globalement que dans la dernière moitié du 20<sup>e</sup> siècle avec la mondialisation de la sphère financière, la libéralisation des taux de change et la sophistication des produits financiers dérivés (Morin, 2017 : 116). La libéralisation des taux de change dans les années 1970 et 1980 contraint les États à emprunter sur les marchés obligataires de fonds « alors qu'auparavant ils étaient maîtres de l'émission de leur monnaie » (Morin, 2017 : 118). Les produits dérivés destinés à couvrir le risque des variations des taux de change et d'intérêt sont désormais des produits ultra-spéculatifs caractérisant la finance mondiale. Mais un des aspects fréquemment oubliés (ou moins mentionnés) par les sociologues critiques est que la création des marchés financiers est impossible sans le soutien des technologies de l'information et de la communication (Hope, 2006). « Communication infrastructures link trading desks around the world to major exchanges » (Thompson, 2010: 3). C'est ce j'approfondirai dans la prochaine partie.

## 03. Analyse des liens entre les agences de presse et la finance

### 3.1 Rôle constitutif de Reuters dans la financiarisation

- 16 Comme le dit Hope: « The globalization of finance capital necessarily depended upon computerized electronic networks. They were created out of microchip circuitry, switching technology and digitalization (Hope, 2006: 277) ». À cet égard, il serait possible d'analyser le rôle d'Internet et des technologies variées comme les microcircuits dans la financiarisation de l'économie. Pour ma part, je vais me concentrer plus précisément dans cette partie sur le rôle de l'agence de presse Reuters (Palmer, Boyd-Barrett et Rantanen, 1998).
- 17 Créée en 1851, Reuters est une agence de presse britannique produisant principalement de l'information financière. Une agence de presse est le média d'un média, c'est-à-dire une organisation déployant des correspondants partout à travers le monde pour vendre du matériel (texte, photo, vidéo) aux médias nationaux ou locaux.
- 18 L'histoire de Reuters est résumée dans la monographie *The Power of News* écrit par Read en 1992. Pendant plusieurs décennies l'agence est essentiellement une institution impériale de l'Empire britannique qui ouvre des bureaux dans toutes les colonies du Royaume-Uni. Le créateur de l'entreprise Paul Julius Reuters est même nommé baron par la reine Victoria pour ses services (Bartram, 2003 : 387). Des auteurs en communication internationale ont pu ainsi dire que l'agence a participé au colonialisme anglais en concrétisant la puissance spatiale et temporelle de l'Empire (Thussu, 2018). Mais je me concentrerai ici plus particulièrement sur la période post-1963.
- 19 Quand le journaliste Gerald Long prend la tête de Reuters en 1963, la compagnie est en déclin face à la montée des agences américaines et de la télévision. Les correspondants à l'étranger ne cessent de se réduire et la compagnie arrive à peine à l'équilibre budgétaire. Vingt ans plus tard, celle-ci enregistre des centaines de millions de dollars de profit (Read, 1992 : 283). D'où provient cette révolution capitaliste ? De l'introduction de services et de plateformes construites pour les *traders* évoluant sur les marchés financiers.
- 20 En effet, les premières décisions du nouveau directeur de l'agence sont d'emprunter plus d'argent, des millions de dollars, de restructurer (baisser) le salaire des employés et, c'est ce qui m'intéresse particulièrement ici, de lancer des services électroniques d'information financière. La compagnie est avantagée par l'existence de câbles transatlantiques implantés précédemment. En 1964 est lancé le Reuters Ultronic Reports, le premier service d'information financière en temps réel. Mais il s'agit avant tout d'expérimentation, l'agence perd encore de l'argent en 1964 et 1967 (Read, 1992 : 285). Il faut plutôt attendre le début des années 1970 pour voir la révolution capitaliste s'opérer. 1971 est à cet égard une année cruciale. En effet, les États-Unis déclarent la fin de la convertibilité du dollar en or, qui annonce la première libéralisation des taux de change (Morin, 2017 : 118). L'agence de presse répond en créant le service Money Monitor en 1973.
- 21 Avec ce système, Reuters n'offre plus simplement des nouvelles économiques aux investisseurs, mais aussi une plateforme d'échange électronique qui fournit une interface directe aux investisseurs. Le procédé est simple, au lieu d'opérer par téléphone ou par télex pour s'échanger les prix ou les taux, les « market-makers » (par exemple une banque d'investissement) peuvent insérer leur taux de change dans le système informatique fourni par Reuters. Aussitôt qu'ils l'enregistrent, celui-ci devient disponible aux parties intéressées (comme les gens d'affaires). L'agence fait payer autant les contributeurs que les bénéficiaires (Read, 1992 : 303). « Reuters would provide the equipment,

communications, and marketing facilities; market information would be provided by contributors » (Read, 1992: 303). Monitor créait un nouveau marché dématérialisé. Comme le résume Ouellet,

Reuters a rapidement réalisé qu'avec la déréglementation des taux de change, les investisseurs auraient besoin d'obtenir des informations financières instantanées. Dès son implantation, Monitor transforme radicalement l'un des aspects du fonctionnement des échanges boursiers en permettant aux investisseurs d'entrer en relation directe et d'obtenir des informations en temps réel sur le prix des monnaies à travers le monde (Ouellet, 2009 : 102).

- 22 Mais il faut revenir à l'idée même de « marché financier » pour comprendre la révolution amorcée par Reuters et la création des bourses dématérialisées. Avant l'introduction des bourses dématérialisées, les investisseurs s'adressaient à une société de courtage locale pour recevoir un certificat d'actions (Lee, 2014b). Les courtiers (*brokers*) utilisaient le téléphone pour s'informer des prix auprès des *traders*. Le marché de gré à gré était donc réalisé par téléphone. L'objectif d'une bourse dématérialisée est au contraire de centraliser toute l'information dans un système informatique et de la distribuer en temps réel aux abonnés. L'image 1 illustre bien la différence entre une bourse de Francfort avant Monitor et une bourse de Londres après Monitor. On voit bien avec cette image que la technologie constitue le marché. « The market on screen is a 'whole' market consisting of information feeds and dealing systems » (Hope, 2006: 279).

**Image 1: Bourse avant et après Monitor (Read, 1992)**





48. A Frankfurt dealing-room before Monitor



23 L'écran prouve la réalité et l'existence du marché tandis que les *traders* et les *brokers* sont invisibilisés. Avec ce système, les dispositifs sociotechniques et non les humains *créent* le marché. « The screen gives a gestural face to the signals that are transmitted through this information technology; it instantiates the market as a life-form that inhabits the technology » (Knorr Cetina & Bruegger, 2002: 924). Mais les conséquences vont plus loin. Les prix sont « désenchassés » (*desimbedded*) des individus, ils ne reflètent plus les cotations des *traders*, mais sont plutôt générés par le marché lui-même (Lee, 2014b : 254). Comme le dit un *trader* cité dans Lee : « the central market place is no longer a geographical concept. It's really a communication concept, and the technology will allow people from all over the country to participate in a central market » (Lee, 2014b: 256). Une fois que les prix sont devenus des objets abstraits et calculés par une machine, les acteurs peuvent devenir des agents purement rationnels. C'est du moins le fantasme de l'économie néoclassique s'incarnant par exemple dans la théorie des anticipations rationnelles. Reuters a donc un rôle constitutif dans la financiarisation de l'économie (Thompson, 2013). Ce mouvement s'est poursuivi avec l'introduction des autres agences et surtout Bloomberg.

## 3.2 La montée de Bloomberg



24 Au milieu des années 90, la moitié des opérations de change quotidiennes (*foreign exchange trades*) dans le monde totalisant 1 200 milliards de dollars avaient lieu sur et à travers les écrans de Reuters (Bartram, 2003 : 388). Un marché si profitable allait certainement encourager la venue de compétiteurs. C'est le cas de la compagnie privée Bloomberg fondée en 1981 par l'homme d'affaires Michael Bloomberg. La grande nouveauté introduite par cette compagnie en 1984 est le Bloomberg Terminal, un logiciel informatique permettant d'analyser les données de marché financier en temps réel et d'effectuer des transactions sur la plateforme électronique. Le Bloomberg Terminal innovait dans le sens qu'il était à la fois un flux de données, une base de données et un informateur des tendances à venir.

It provided from an early stage a yield curve analysis (on US government securities and other bonds) updated throughout the day as the market moved, it tracked the futures market versus cash, graphed these developments as they changed, stored all the details of every trader's transactions in real time and marked their positions instantly to market (Bartram, 2003 : 390).

25 Bloomberg emploie des milliers de journalistes à travers le monde (2300 environ [Starman, 2009]) pour produire des nouvelles économiques qui vont alimenter le terminal. Ce dernier, extrêmement coûteux (20 000 \$ par années), est par ailleurs un succès : on retrouve plus de 325 000 terminaux Bloomberg aujourd'hui à travers le monde (Bloomberg, 2019). Les articles fournis par Bloomberg sont un mélange de travail humain et non humain. Alors que des reporters écrivent des analyses sur des sujets de leur choix comme le bilan financier d'une grande entreprise et les tendances à long terme, des algorithmes produisent également des petits bilans des mouvements du marché à des heures fixes chaque jour (Bartram, 2003 : 391). Bloomberg ne produisait d'ailleurs pas de nouvelles pendant les huit premières années de son existence. Le service journalistique a été introduit pour attirer les gens à utiliser le terminal (Freeland, 2010).

26 Si d'autres médias ont tenté le coup (par exemple Bridge acheté par Reuters au début des années 2000), Reuters et Bloomberg restent les deux principaux acteurs médiatiques de la financiarisation de l'économie à partir des années 1970. Il faut retenir que ces corporations ne sont pas qu'impliquées dans la production de nouvelles économiques, elles ont mis en œuvre une intégration verticale de l'ensemble du processus de communication de la négociation et de l'échange financiers (Craig, 2001 : 6). Elles ont eu un rôle constitutif dans la financiarisation de l'économie en fournissant à la fois l'information et la plateforme, le matériel (hardware) et le logiciel (software), en plus de faciliter l'augmentation exponentielle de la vitesse, de l'extension et du volume des flux de capitaux mondiaux (Thompson, 2013). Ce mouvement a des conséquences précises sur l'économie et les autres médias.

## 04. Les conséquences du lien entre médias et finance

### 4.1 Le renforcement des bulles spéculatives

27 J'expliquerai dans cette partie les doubles conséquences du lien entre médias et finance : le renforcement des bulles spéculatives et l'accélération/précarisation des conditions de travail des journalistes.

28 Pour l'économie néoclassique, la théorie dominante et orthodoxe en économie, l'alliance entre la communication et la finance est une bonne chose, car elle permet aux investisseurs de faire des choix plus éclairés. Avant les bourses dématérialisées, les

annonceurs pouvaient parfois manipuler les prix (Lee, 2014b). Mais avec l'introduction des logiciels et la création d'un marché financier mondial où tout le monde peut suivre les transactions en temps réel, l'information permet aux investisseurs de mieux s'orienter. Le marché devient un mécanisme de transmission de l'information qui permet aux entrepreneurs individuels d'ajuster leur comportement (Ouellet, 2009). Cet édifice théorique repose sur la théorie néoclassique des marchés efficients qui suppose que le prix d'une action reflète toute l'information publique disponible sur celle-ci. Le prix d'une action en bourse proviendrait en effet de « la connaissance collective des marchés au sujet des performances futures d'une entreprise » (Ouellet, 2009 : 99) et les crises économiques proviennent de chocs externes, par exemple de l'intervention étatique ou des tarifs douaniers, qui viennent perturber la stabilité des marchés.

29 Inspiré par l'économie postkeynésienne (surtout Minsky), Thompson affirme au contraire que la communication financière alimente les bulles spéculatives et donc les crises économiques. Son argument développé dans plusieurs textes étalés sur deux décennies (Thompson, 2003, 2010, 2013) prend la forme suivante : pour l'économie néoclassique, l'information fournit une représentation précise d'une réalité objective et externe du marché. Mais la relation entre l'information et les prix n'est pas représentative, mais bien réflexive. L'information participe aussi à la construction des prix et à la fabrication des différentes bulles spéculatives. Les informations affectent les prix en temps réel, les prix changent sur les écrans, ce changement affecte rétroactivement la perception des investisseurs qui vont à leur tour avertir les journalistes de ce changement. Thompson décrit la symbiose des journalistes et des investisseurs en utilisant le concept de boucle autopoïétique : les journalistes s'informent auprès des *traders* qui s'informent à leur tour dans les médias. S'en suit la création d'un consensus sur le prix des actions qui reflètent des conventions sociales, mais non la réalité immanente (Herscovici, 2015 : 8).

30 Plus précisément, la constitution réflexive des marchés financiers par l'information financière s'effectue sur trois niveaux :

1. Un niveau « performatif » où les concepts, théories et discours formulés par les investisseurs pour définir, calculer et articuler les conditions financières aident à la constitution et à la reproduction de ces conditions ;
2. Un niveau « transactionnel » où les prix sont cristallisés dans l'échange et la vente d'actions, mais représentant des gains ou des pertes fictifs parce que la valeur créée ne constitue que les attentes d'une valeur future, et un niveau de « jeu » (*game reflexivity*) qui implique la surveillance constante de l'opinion des autres investisseurs pour anticiper leur mouvement (Thompson, 2013 : 211-212).
3. La troisième forme réflexive est particulièrement importante. Pour Thompson, la *game reflexivity* induit un comportement de troupeau et des prophéties autoréalisatrices dans le sens que le comportement des investisseurs dépend de conventions ou de modes et non pas d'informations rationnelles (Thompson, 2013). Il suffit que quelques investisseurs perdent confiance en un titre à cause d'une rumeur pour que celui-ci perde de la valeur. L'information financière ne peut alors que créer des bulles spéculatives autoréférentielles complètement déconnectées de l'économie réelle. La bulle éclate lorsque la tendance à la hausse n'est plus socialement légitimée et substituée par une tendance contraire (Herscovici, 2015 : 8).

The financial media are structurally predisposed to reinforce market consensus by focusing market attention on particular stories or frames and providing the context for interpreting financial news. [...] They are most likely to be complicit in the reinforcement of market consensus and contribute to the formation of system-level feedback loops which, as Minsky (1977) recognised, play a role in the cyclical formation of bubbles and crashes (Thompson, 2013 : 222).

- 31 Cette argumentation est d'ailleurs largement inspirée d'intuitions keynésiennes exploitées par l'économie des conventions. Keynes avait en effet déjà indiqué dans le chapitre 12 de *Théorie générale* que la spéculation boursière se base sur des conventions qui stipulent que l'état actuel des affaires « continuera indéfiniment » et non sur des informations claires (Keynes, 1969 [1936] : 164).
- 32 L'information financière, loin donc de représenter le réel et d'aider les investisseurs à adapter leur comportement de manière rationnelle, joue au contraire un rôle dans la formation de bulles cycliques qui alimentent les crises économiques. Strauss conclut également que « the entire process of writing financial news articles appears to be characterized by a self-referential information system among Wall Street business elites » (Strauss, 2019: 282). La pression à la publication rapide et la montée des relations publiques empirent ce processus, car les journalistes économiques n'ont plus le temps ni les moyens de faire affaire avec des sources externes aux marchés financiers (Strauss, 2019).
- 33 Cette conséquence est importante pour le journalisme. Il est bien documenté que les crises économiques alimentent la précarisation des salles de rédaction et encouragent la concentration des entreprises de presse et la convergence des contenus (Lee, 2014a). C'est dans ces moments que les médias se restructurent et même ferment leur porte. La crise des médias actuelle a été certainement aggravée et précipitée par la crise économique de 2007-2008 (Bennett, 2011). Je vais maintenant identifier une autre conséquence moins abstraite de la financiarisation sur le journalisme, c'est-à-dire l'accélération et l'intensification du travail.

## 4.2 Précarisation et accélération du métier de journaliste

- 34 L'économie politique de la communication et sa tentation à l'holisme méthodologique ont souvent tendance à laisser de côté l'analyse des luttes de pouvoir et des résistances à l'intérieur des grandes structures analysées (Maigret et Rebillard, 2015). Depuis le début de ce texte, j'ai décrit les causes et les effets du lien constitutif entre la finance et les médias. Mais comment se manifeste vraiment cette relation dans les salles de rédaction, et surtout sous quelle tension/résistance ? Quel est l'impact concret du capitalisme financier sur le journalisme ? Une ethnographie du bureau de Reuters à Nairobi au Kenya, effectuée entre 2007 et 2009 par Bunce, offre une excellente description des mutations du procès de travail journalistique face à la financiarisation des entreprises médiatiques.
- 35 Malgré l'introduction de son service financier, Reuters a toujours employé des correspondants effectuant du travail de qualité partout dans le monde. L'idée était que des reportages de qualité pourraient attirer des gens vers le Monitor. Par contre, pour Bunce (2017), un grand changement survenu au milieu des années 2000 dans le monde des médias est l'introduction d'outils pour mesurer l'attention du public, (*audience metric*), par exemple quel article est le plus lu, est-ce qu'il a été lu au complet, etc. Avant l'arrivée de ces outils numériques, les journalistes de Reuters possédaient une liberté relative dans leur choix de sujet. Mais désormais les gestionnaires de Reuters imposent aux journalistes de trouver des histoires qui « move the market » (Bunce, 2017 : 897). L'angle financier est constamment priorisé aux dépens par exemple des angles humanitaires ou politiques.
- 36 Mais plus que l'angle financier, c'est également la rapidité et le travail en temps réel qui est valorisé. Lorsqu'une nouvelle émerge, les journalistes doivent envoyer le plus rapidement possible leur texte. L'article n'a pas besoin d'être long : c'est le titre qui influence d'abord les investisseurs (Bunce, 2017 : 899). L'important pour le reporter est d'écrire la nouvelle le plus rapidement possible, idéalement avant les concurrents, et après

de rajouter de la chair autour de l'os du premier article court initial. Le travail est soumis à une intensification, une marchandisation et à une accélération constante (Cohen, 2019)

37 Mais les journalistes n'acceptent pas cette réalité passivement. Plusieurs d'entre eux entreprennent ce que l'auteur appelle du « sabotage subtil ». Par exemple sur le sujet d'une grande inondation, un correspondant explique qu'il introduit d'abord l'angle financier de la catastrophe naturelle, l'implication sur le marché du blé, mais qu'il conclut l'article sur de nombreux témoignages de rescapés pour mettre un visage humain à la catastrophe. (Bunce, 2017 : 900). Ces stratégies individuelles ont toutefois peu de portée. La maison mère située à Londres répond en engageant des reporters qui ont déjà internalisé les impératifs économiques, par exemple des jeunes sortant des écoles de commerce, mais aussi en utilisant des stratégies de louange et de censure tayloristes. Un journaliste se fait critiquer publiquement pendant la réunion quotidienne parce qu'il a sorti une nouvelle après Bloomberg (Bunce, 2017 : 897). D'autres reçoivent des primes pour un article, ou même simplement le titre d'un article, qui a fait bouger une action (Strauss, 2019 : 283).

38 Si les reporters n'acceptent pas sans résister les impératifs imposés par les gestionnaires, il reste que ceux-ci sont affectés négativement par les attentes de productivité et d'angle financier. Leur travail ne correspond pas à leur vision du journalisme basé sur la quête de vérité et la justice sociale. Plusieurs ne sont pas heureux, mais internalisent les attentes des chefs de section (Bunce, 2017 : 899). Les stratégies de sabotage ont des limites, surtout dans un environnement numérique de plus en plus contrôlé et surveillé. La financiarisation de l'économie ne fait donc pas qu'affecter les médias de manière holiste dans le sens que des médias nationaux ou locaux ferment, elle touche directement les conditions de travail des reporters en intensifiant et accélérant leur travail (Cohen, 2019) et en les forçant à trouver des histoires qui « bougent le marché ». Plusieurs parallèles peuvent également être fait entre les analyses de Bunce et les contributions portant sur les mutations du procès de travail culturel post-fordiste (Mosco, 2009 : 138-140 ; Fuchs et Sevignani, 2013 ; Cohen, 2019) et l'économie de l'attention : les journalistes devant travailler toujours plus fort et plus vite pour capter l'attention des lecteurs de plus en plus dispersée dans les réseaux sociaux côtés en bourse monétisant leurs données personnelles (Charron et de Bonville, 2004 ; Smyrniotis, 2013 ; Deuze et Prenger, 2019).

39 Il serait toutefois possible de trouver une faille dans mon argumentaire en évoquant que les journalistes décrits par Bunce mobilisent certaines valeurs libérales normatives (surveiller le pouvoir, être des chiens de garde de la démocratie) pour résister au capitalisme financier et donc que le biais libéral ne disparaît pas complètement dans mon travail. Cependant Roudakova, dans son livre *Losing Pravda* (2017), a bien démontré que du « bon » journalisme peut très bien se pratiquer dans des régimes non démocratiques (l'URSS dans son cas), tant et aussi longtemps que les sociétés en question accordent de l'importance à une certaine éthique de recherche de la vérité. Ainsi, certaines valeurs journalistiques comme la justesse, la conviction, la sincérité, la redevabilité et ce que Foucault nomme la parrêsia (le fait de critiquer courageusement la domination dans l'espace public) ne dépendent pas nécessairement de la démocratie libérale, mais bien de la performance d'une éthique de recherche de la vérité. « The vocabulary of truth-telling is broader than the vocabulary of political liberalism » (Roudakova, 2017: 4). Les journalistes peuvent donc mobiliser de nouvelles subjectivités (Hardt et Negri, 2013) qui n'ont pas nécessairement de lien avec la démocratie libérale (qui leur impose une neutralité objective) pour entrer en lutte contre le capitalisme financier et ses impératifs d'accélération et de marchandisation.

## 05. Conclusion : pour une réduction de la productivité journalistique

40 Ce texte a pour but de proposer une nouvelle méthode pour analyser les médias et leurs histoires : renoncer à toute référence à la démocratie pour lier constitutivement le journalisme aux formes institutionnelles du capitalisme et à leurs régimes d'accumulation. Beaucoup d'études seraient possibles : des liens entre la publication des prix courants dans les premiers journaux au début du 18<sup>e</sup> siècle et la création des premiers marchés financiers publics en passant par la démocratisation et l'internationalisation de la bourse à la fin du 19<sup>e</sup> siècle permise par l'accent mis sur les finances personnelles par les médias grands publics, mais aussi par le développement du télégraphe (Parsons, 1989). Il serait également possible d'analyser l'effet de chaque régime d'accumulation sur le procès de travail et la composition de classe journalistique (Cohen, 2019).

41 Loin d'être des victimes des développements de nos économies, les médias participent à la construction et à la consolidation des différents régimes d'accumulation. Dans le cas qui nous concerne, les liens entre l'information et la finance renforcent les bulles spéculatives et l'accélération de la production journalistique. Cela a des conséquences majeures sur les débats entourant l'avenir du journalisme (Siles et Boczkowski, 2012 ; Van Vliet et Brin, 2016). Pourquoi subventionner publiquement les grandes entreprises médiatiques si celles-ci embrassent l'accélération du travail, la concentration du capital et paradoxalement, la formation de bulles cycliques favorisant les crises économiques (Almiron, 2010) ? Si les médias participent à la création des marchés financiers, il ne peut donc pas y avoir de sortie ou de retour vers une sphère publique pure. Mais s'il y a eu co-construction, il peut y avoir déconstruction. La lutte contre la financiarisation du capital doit donc inévitablement s'accompagner d'une lutte contre l'accélération sociale et la réduction du temps de travail (Rosa, 2010 : 358), et de manière plus structurelle, pour une transformation des entreprises médiatiques vers des structures minant la logique financière, par exemple des coopératives ou des OBNL.

42 Certains auteurs, inspirés par le mouvement de la décroissance, ont commencé en ce sens à parler de journalisme lent (*slow journalism*). Le journalisme lent étant une façon de travailler qui

gives time for research and writing at length, with an aim of quality [...] where quality means in-depth research, explanation, context, with well-crafted longer narratives [...] It offers an alternative to conventional reporting, perceived as leaving a gap in our understanding of the world at a time when the need to make sense of it is greater than ever (Le Masurier, 2015 : 142).

43 Le consortium international des journalistes d'investigation, à l'origine du scandale des Panama Papers, est un bon exemple de travail lent coopératif. L'organisation regroupe des centaines de journalistes qui se partagent un travail d'enquête sur des fuites de documents. Mais la coopération, autant avec les collègues qu'avec les lecteurs, doit être étendue à toutes les phases de la production : choix des sujets, angle, entrevue, écriture, etc. L'idée est plutôt de co-bricoler des textes qui peuvent aider à faire sens du monde qui nous entoure (Neveu, 2016). Il ne s'agit bien sûr que d'une première idée pour lutter contre les liens entre information et finance et la production algorithmique en temps réel qui affectent négativement les conditions de travail journalistique.

---

### Bibliographie

Accardo, Alain, Abou, Georges, Balbastre, Gilles, Dabitch, Christophe et Annick Puerto (2007). *Journalistes précaires. Journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 896 pages.

Almiron, Núria (2010). *Journalism in Crisis: Corporate Media and Financialization*, New York: Hampton Press, 212 pages.

Augey, Dominique, et Frank Rebillard (2009). La Dimension Économique du Journalisme, *Les Cahiers du journalisme*, vol. 20, 10-20.

Bartram, John (2003). News agency wars: The battle between Reuters and Bloomberg, *Journalism Studies*, vol. 4, n° 3, pp. 387-399.  
DOI : 10.1080/14616700306489

Bennett, Philip (2011). When a crisis in journalism meets an economy in crisis, *History of Political Economy*, vol. 43, n° 2, pp. 375-378.  
DOI : 10.1215/00182702-1257487

Bernier, Marc-François (2011). Les journalistes face à la convergence des médias au Québec : un aperçu des raisons d'un rejet massif, *Canadian Journal of Communication*, vol. 35, n° 4, pp. 565-573.  
DOI : 10.22230/cjc.2010v35n4a2382

Birkinbine, Benjamin J. et Rodrigo Gómez (2020). New Methods for Mapping Media Concentration: Network Analysis of Joint Ventures among Firms, *Media, Culture & Society*. Récupéré de <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0163443720902907>  
DOI : 10.1177/0163443720902907

Bizimana, Aimé-Jules, et Oumar Kane (2019). La presse au défi du numérique : une économie politique des médias régionaux au Québec, *Les Cahiers du journalisme*, vol. 2, n° 3, pp. 141-172.

Bloomberg. (2019). *Bloomberg company information*. Récupéré de <https://www.bloomberg.com/company/>

Bouquillion, Philippe (2012). Concentration, financiarisation et relations entre les industries de la culture et industries de la communication, *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 1, Récupéré de <http://journals.openedition.org/rfsic/94> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfsic.94>  
DOI : 10.4000/rfsic.94

Boyer, Robert (2004). *Théorie de la régulation : Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, 128 pages.  
DOI : 10.3917/dec.boyer.2004.01

Broustau, Nadège (2018). *Les médias et les journalistes, interprètes de la société*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 203 pages.  
DOI : 10.2307/j.ctv6zd9pk

Bunce, Mel (2017). Management and resistance in the digital newsroom, *Journalism*, vol. 20, n° 7, pp. 890-905.  
DOI : 10.1177/1464884916688963

Champagne, Patrick (2000). Introduction-Le journalisme à l'économie, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 131, n° 1, pp. 3-7.  
DOI : 10.1053/j.scrs.2010.05.001

Charron, Jean, et Jean De Bonville (2004). Le journalisme et le marché : de la concurrence à l'hyperconcurrence, dans Colette Brin, Jean Charron et Jean de Bonville (sous la direction de), *Nature et transformation du journalisme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 273-316.

Christians, Clifford G. (Ed.). (2009). *Normative theories of the media: journalism in democratic societies*, Urbana, University of Illinois Press, 296 pages.

Cohen, Nicole (2019). At Work in the Digital Newsroom, *Digital Journalism*, vol. 7, n° 5, 571-591.  
DOI : 10.1080/21670811.2017.1419821

Craig, Geoffrey (2001). The global financial news, information & technology corporations, *Southern Review*, vol. 34, n° 2, pp. 4-13.

Davis, Aeron (2018). Defining speculative value in the age of financialized capitalism, *The Sociological Review*, vol. 66, n° 1, pp. 3-19.  
DOI : 10.1177/0038026117711637

Davis, Aeron (2011). Mediation, financialization and the global financial crisis: an inverted political economy perspective, dans Dwayne Winseck et Dal Yong Jin (sous la direction de), *The Political Economies of Media*, Londres, Bloomsbury Publishing, pp. 241-254.

De Bonville, Jean (1988). *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 432 pages.



Deuze, Mark et Mirjan Prenger (dir.) (2019). *Making media: Production, practices, and professions*, Amsterdam, Amsterdam University Press.

Duhaime, Éric. N. (2018, avril). *L'éternelle saison des amours : les actifs intangibles et la subsomption virtuelle de la pratique sociale au capital*. Communication présentée au colloque Marx : critique du capital et de la société du Collectif Société, Montréal, Québec.

Fraser, Nancy (2014). Behind Marx's Hidden Abode: For an Expanded Conception of Capitalism, *New Left Review*, n° 86, pp. 55-72.

DOI : 10.7312/columbia/9780231181518.003.0007

Freeland, Chrystia (2010). The rise of private news : A niche model can make a lot of money. What are the costs ? *Columbia Journalism Review*, vol. 49, n° 2, pp. 36-38.

Fuchs, Christian et Sebastian Sevignani (2013). What is digital labour ? What is digital work ? What's their difference ? And why do these questions matter for understanding social media ?, *TripleC : Communication, capitalism & critique*, vol. 11, n° 2, 237-293.

DOI : 10.31269/triplec.v11i2.461

George, Éric (dir.). (2015). *Concentration des médias, changements technologiques et pluralisme de l'information*, Québec, Presses de l'Université Laval, 288 pages.

George, Éric (2011). L'accélération de la circulation de l'information : une perspective historique, économique, technique et sociale, *Les Cahiers du journalisme*, vol. 22, pp. 168-179.

Gingras, Anne-Marie (2009). *Médias et démocratie : le grand malentendu*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 300 pages.

Greenfield, Cathy et Peter Williams (2007). Financialization, finance rationality and the role of media in Australia, *Media, Culture & Society*, 2007, vol. 29, n° 3, pp. 415-433.

DOI : 10.1177/0163443707076183

Grönvall, John (2014). De-coupling of journalism and democracy : Empirical insights from discussions with leading Nordic media executives, *Journalism*, vol. 16, n° 8, pp. 1027-1044.

DOI : 10.1177/1464884914554174

Hardt, Michael et Antonio Negri (2013). *Déclaration : Ceci n'est pas un manifeste*, Paris, Raisons d'Agir, 142 pages.

Herscovici, Alain (2015, juin). *Capital intangible, valeur et institutions. Le nouveau débat relatif à la nature du capital*. Communication présentée au colloque La théorie de la régulation à l'épreuve des crises de l'association Recherche et Régulation, Paris, France.

Hope, Wayne (2010). Time, communication, and financial collapse, *International Journal of Communication*, vol. 4, pp. 649-669.

Hope, Wayne (2006). Global capitalism and the critique of real time, *Time and Society*, vol. 15, n° 2/3, pp. 275-302.

DOI : 10.1177/0961463X06066943

Keynes, John M. (1969[1936]). *Theorie generale de l'emploi, de l'interet et de la monnaie*, Paris, Payot, 472 pages.

Knorr Cetina, Karin et Urs Bruegger (2002). Global microstructure : The virtual societies of financial markets, *American Journal of Sociology*, vol. 107, n° 4, pp. 905-950.

L'Italien, François (2016). *Béhémoth capital : genèse, développement et financiarisation de la grande corporation*, Montréal, Éditions Nota bene, 351 pages.

Lazzarato, Maurizio (2011). *La fabrique de l'homme endetté : essai sur la condition néolibérale*, Paris, Amsterdam, 128 pages.

Le Masurier, Megan (2015). What is slow journalism ? *Journalism practice*, vol. 9, n° 2, pp. 138-152.

DOI : 10.1080/17512786.2014.916471

Lee, Micky (2014a). A review of communication scholarship on the financial markets and the financial media, *International Journal of Communication*, vol. 8, pp. 715-736.

Lee, Micky (2014b). What can political economists learn from economic sociologists ? A case study of NASDAQ, *Communication, Culture & Critique*, vol. 7, n° 2, pp. 246-263.

Lee, Micky (2013). Information and finance capital, *Information, Communication & Society*, vol. 16, n° 7, pp. 1139-1156.

DOI : 10.1080/1369118X.2012.695386

Maigret, Éric et Franck Rebillard (2015). La nécessaire rencontre des cultural studies et de l'économie politique de la communication, *Reseaux*, vol. 192, n° 4, pp. 9-43.

DOI : 10.3917/res.192.0009

McChesney, Robert W. (2008). *The political economy of media : Enduring issues, emerging dilemmas*, New York, NYU Press, 589 pages.

Morin, François (2017). *L'économie politique du 21e siècle*, Montréal, Lux, 312 pages.

Mosco, Vincent (2009). *The political economy of communication : Rethinking and renewal*, Londres, Sage, 268 pages.

DOI : 10.4135/9781446279946

Neveu, Eric (2016). On not going too fast with slow journalism, *Journalism Practice*, vol. 10, n° 4, pp. 448-460.

DOI : 10.1080/17512786.2015.1114897

Nitzan, Jonathan et Shimshon Bichler (2012). *Le capital comme pouvoir*, Paris, Max Milo Éditions, 755 pages.

Ouellet, Maxime (2018). Big Data, intelligence artificielle et automatisation sociale : Vers une économie sans emploi et une démocratie sans citoyen ?, dans André Mondoux et Marc Ménard (sous la direction de), *Big Data et société*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 53-82.

Ouellet, Maxime (2016a). *La révolution culturelle du capital*, Montréal, Écosociété, 320 pages.

Ouellet, Maxime (2016b). Marx, les marxistes et la critique de l'économie politique de la communication, dans France Aubin et Julien Rueff (sous la direction de), *Perspectives critiques en communication*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 181-206.

Ouellet, Maxime (2009). Esquisse d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la « société globale de l'information », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 47, pp. 91-108.

DOI : 10.7202/1004981ar

Palmer, Michael, Boyd-Barrett, Oliver et Terhi Rantanen (1998). Global financial news, dans Oliver Boyd-Barrett et Terhi Rantanen (sous la direction de), *The globalization of news*, Londres, Sage, pp. 61-78.

Parsons, Wayne (1989). *The Power of the Financial Press : journalism and economic opinion in Britain and America*, Londres, Edward Elgar, 266 pages.

Pickard, Viktor (2019). The violence of the market, *Journalism*, vol. 20, n° 1, pp. 154-158.

DOI : 10.1177/1464884918808955

Pineault, Éric (2008). Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé ? *Cahiers de recherche sociologique*, n° 45, pp. 113-132.

DOI : 10.7202/1002502ar

Pradié, Christian (2005). Capitalisme et financiarisation des industries culturelles, *Réseaux*, vol. 131, n° 3, pp. 83-109.

DOI : 10.3917/res.131.0083

Read, Donald (1992). *The power of news : the history of Reuters*, Oxford, Oxford University Press, 540 pages.

DOI : 10.1093/acprof:oso/9780198207689.001.0001

Reuters. (2019). *Reuters company information*. Récupéré de <https://www.reuters.com/companies/TRI.TO>

Rosa, Hartmut (2010). *Accélération : une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 486 pages.

Roudakova, Natalia (2017). *Losing Pravda*, Cambridge, Cambridge University Press, 265 pages.

DOI : 10.1017/9781316817117

Roy, Jean-Hugues (2019). Pour un Fonds des médias nouveau et amélioré, dans *L'état du Québec 2020*, Montréal, Del Busso, pp. 113-121.

Siles, Ignacio et Pablo J. Boczkowski (2012). Making sense of the newspaper crisis : A critical assessment of existing research and an agenda for future work, *New media & society*, vol. 14, n° 8, pp. 1375-1394.

DOI : 10.1177/1461444812455148

Strauß, Nadine (2019). Financial journalism in today's high-frequency news and information era, *Journalism*, vol. 20, n° 2, pp. 274-291.

DOI : 10.1177/1464884917753556

Strömbäck, Jesper (2005). In search of a standard : Four models of democracy and their normative implications for journalism, *Journalism Studies*, vol. 6, n° 3, pp. 331-345.

DOI : 10.1080/14616700500131950

Thompson, Peter A. (2013). Invested interests ? Reflexivity, representation and reporting in financial markets, *Journalism*, vol. 14, n° 2, pp. 208-227.

DOI : 10.1177/1464884912474201

Thompson, Peter A. (2010). *Worlds Apart ? The Political Economy of Communication, Information and Institutional Investor Media Usage in Global Financial Markets*. (Thèse de doctorat). RMIT University.

Thompson, Peter A. (2003). Making the world go round ? Communication, information, and global trajectories of finance capital, *Southern Review*, vol. 36, n° 3, pp. 20–43.

Thussu, Daya Kishan (2019). *International communication : Continuity and change*, (3<sup>e</sup> éd.), Londres, Bloomsbury Publishing, 392 pages.

Van der Zwan, Natascha (2014). Making sense of financialization, *Socio-economic review*, vol. 12, n° 1, pp. 99-129.

Van Vliet, Simon et Colette Brin (2016). L'État doit-il soutenir davantage les médias d'information ?, *Relations*, n° 786, pp. 12-13.

Winseck, Dwayne (2016). Reconstructing the political economy of communication for the digital media age, *The Political Economy of Communication*, vol. 4, n° 2, pp. 73-114.

Winseck, Dwayne (2010). Financialization and the "crisis of the media" : The rise and fall of (some) media conglomerates in Canada, *Canadian Journal of Communication*, vol. 35, n° 3, pp. 365-394.

DOI : 10.22230/cjc.2010v35n3a2392

Zelizer, Barbie (2013). On the shelf life of democracy in journalism scholarship, *Journalism*, vol. 14, n° 4, 459-473.

DOI : 10.1177/1464884912464179

## Notes

1 Comme l'écrit Gingras : « L'association naturelle entre des médias libres et la démocratie constitue un raccourci qui correspond à une méconnaissance des rapports de pouvoir en société et, disons-le, à une certaine forme de naïveté politique » (Gingras, 2009 : 3).

2 Je m'inspire de Parsons sur ce point : « The development of printed information was a vital stage in the construction of a communications structure and information network which could facilitate a decentralized price system. [...] The growth of economic communications was and is a precondition of capitalist development and the spread of capitalism as a concept of ideology » (Parsons, 1989 : 1)

3 Si dans le monde francophone certaines contributions ont finement analysé la financiarisation des industries culturelles (Pradié, 2005; Augé et Rebillard, 2009; Bouquillion, 2012), ces textes tendent à plutôt cadrer les médias comme des victimes de cette financiarisation (comment ceux-ci se sont insérés dans cette financiarisation) et non comme étant constitutif de son fonctionnement (comment la finance s'est insérée dans les médias).

4 Ramené à leur niveau le plus simple, il est possible de discerner quatre formes institutionnelles du capitalisme : transition au capitalisme et proto-capitalisme, capitalisme industriel, consommation de masse et capital monopolistique, financiarisation et néolibéralisme (Fraser, 2014).

5 Bien sûr des penseurs marxistes comme Hilferding avaient déjà écrit sur la finance au début du 20<sup>e</sup>, mais je pense ici à des sociologues contemporains ayant tenté de théoriser la subsumption financière propre au 21<sup>e</sup> siècle.

6 Certains sociologues parlent de capitalisme avancé pour décrire les changements institutionnels du capitalisme au début du 20<sup>e</sup> siècle, d'autres préfèrent parler de capitalisme financier et de valeur spéculative émergeant avant tout à la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Pour ma part, je préfère garder le terme financier plutôt que avancé, mais je prends en considération les changements institutionnels émergents dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, notamment la séparation entre la propriété et la gestion.

## Table des illustrations



<b>Titre</b>	Image 1: Bourse avant et après Monitor (Read, 1992)
<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/docannexe/image/11808/img-1.png">http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/docannexe/image/11808/img-1.png</a>
<b>Fichier</b>	image/png, 678k

## ***Pour citer cet article***

### *Référence électronique*

Samuel Lamoureux, « Médias et régimes d'accumulation : pour une critique du lien constitutif des agences de presse avec la financiarisation de l'économie », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 65 | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 16 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11808> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11808>

---

## ***Auteur***

### **Samuel Lamoureux**

Doctorant en communication, Université du Québec à Montréal, Canada  
[lamoureux.samuel@courrier.uqam.ca](mailto:lamoureux.samuel@courrier.uqam.ca)

---

## ***Droits d'auteur***



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.